

Le pouvoir aux travailleurs

28 juin 2009

N° 155

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- LES TRAVAILLEURS FACE AU MEPRIS DES EXPLOITEURS ET DU GOUVERNEMENT.....	2 - 3
- QUI EST RESPONSABLE DU MILLIARD DE VICTIMES DE LA FAIM DANS LE MONDE ?	4
- INONDATIONS A ABIDJAN : LES FAUSSES SOLUTIONS DU GOUVERNEMENT !	5
- EXAMENS DE FIN D'ANNEE INCERTAINS : C'EST LE GOUVERNEMENT QUI EST RESPONSABLE	6
- LES ELEVES DES CENTRES PROFESSIONNELS VICTIMES DE L'INCURIE DE L'ETAT	7
- SOLIDARITE AVEC LE MOUVEMENT DE GREVE DES MEDECINS, AGENTS ET TECHNICIENS DE LA SANTE	7 - 8
- GREVE DANS LES HOPITAUX : LES ELEMENTS DU COJEP SE MÊLENT.	8
- LA LUTTE DES DOCKERS DU PORT AUTONOME	9 - 10
- OCEANE INDUSTRIES : SEULE LA LUTTE PEUT IMPOSER DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE	11
- QUICK NET SERVICES : LA CRISE, UN PRETEXTE DE PLUS POUR ENCORE AGGRAVER LA SITUATION DES TRAVAILLEURS	11 - 12

LES TRAVAILLEURS FACE AU MEPRIS
DES EXPLOITEURS ET DU GOUVERNEMENT.

Comme tous les ans à la même période, des personnes sont mortes par suite des inondations causées par les pluies diluviennes. Nombreux sont ceux qui sont ensevelis sous les décombres de leurs maisons. En quelques jours, on dénombre plusieurs dizaines de morts et de disparus. Mais la pluie n'est pas la seule responsable de ces décès. Si c'était le cas, on aurait compté, au moins de temps en temps, la mort d'un riche parmi les victimes. Ce qui tue, c'est la misère dans laquelle les possédants maintiennent les populations laborieuses. Ils sont nombreux dans la classe pauvre, ceux qui sont condamnés à vivre dans des bas fonds faute de moyens. Ce qui tue, c'est l'incurie du gouvernement. Les dirigeants ont pour principale préoccupation celle de leur enrichissement personnel et la servilité envers les possédants.

Cette année comme les années précédentes, les hommes politiques et leurs épouses sont venus se montrer et se faire photographier dans les quartiers sinistrés. Ils ont laissé une enveloppe aux familles endeuillées. Comme s'ils pouvaient acheter les morts ! D'année en année, leur discours est le même : « Il faut aller habiter ailleurs ». Où donc ? Ils se gardent bien de le préciser, et pour cause ! Ils savent bien que si les gens habitent là c'est qu'ils n'ont pas le choix vu que leurs salaires ou leurs revenus sont trop faibles pour pouvoir payer un loyer plus élevé pour une habitation dans un quartier non inondable. Et puis les pouvoirs publics pourraient eux-mêmes construire des logements sociaux, comme ils le faisaient un peu dans le passé. Il n'en est rien aujourd'hui.

D'ailleurs il y a des travailleurs qui luttent, pour ne plus loger à de telles enseignes ou pour ne pas être réduits à la misère. Ils réclament de meilleurs salaires pour cela et également pour pouvoir se nourrir, se soigner et donner une éducation décente à leurs enfants. C'est le cas des dockers. Le gouvernement a envoyé ses corps habillés pour les mater, frapper et emprisonner !

Qu'est ce qu'ils ont donc fait ces dockers pour être traités de la sorte, pour être pourchassés comme ils l'ont été jusqu'au cœur de Treichville ? Sont-ils des criminels ? Bien sûr que non ! Ce ne sont que des travailleurs qui revendiquent leur droit ! Leur droit à la vie ! Leur droit de pouvoir toucher un salaire décent et des

conditions dignes du 21^{ème} siècle. Voilà le seul crime des dockers ! Ils le revendiquent fièrement et ils ont raison !

Et ils ne sont pas les seuls, les dockers, à avoir des problèmes pour couvrir leurs mois et qui se mettent dans la lutte. Le corps médical est en grève depuis plusieurs jours. Là aussi le gouvernement n'a eu que mépris à son égard. Les morts dans les hôpitaux sont à mettre sur le compte de ce gouvernement ! Les enseignants sont en grève. A leur égard aussi, le gouvernement ne se comporte pas autrement. Des travailleurs du bâtiment ont été il y a à peine quelques semaines, victimes de la furie des forces de l'ordre pour la simple raison qu'ils refusaient d'être considérés comme des esclaves corvéables à merci ! Combien sont-ils donc les travailleurs à subir toutes sortes d'injustices, dont le chômage technique, les fins de chantiers, les licenciements ? Tout cela, pour permettre aux patrons de réaliser toujours plus de profits. Oui, c'est à tout cela qu'il faudrait que les travailleurs y mettent fin !

Face à certains de ces mouvements, les patrons ont tenté de recourir à des journaliers demandeurs d'emploi pour tenter de briser la grève. Eh bien leurs sales coups ont échoué. D'une part parce que (ce fut le cas au port), les journaliers n'ont pas la compétence des professionnels ne serait-ce que pour manipuler les engins. Et puis c'était sans compter sur la mobilisation et la détermination de ceux qui étaient en lutte. Il en a été de même il y a quelques semaines dans un grand chantier de construction du nouveau bâtiment de la CNPS au plateau où même l'arrestation et l'emprisonnement à la Maca de travailleurs en lutte et de leurs délégués, n'avaient pas réussi à venir à bout de leur détermination.

Alors on peut affirmer aujourd'hui que les travailleurs en colère font preuve de détermination, de courage et de beaucoup d'intelligence pour tenir en échec les patrons et le pouvoir. Dans plusieurs de ces cas les organisations syndicales traditionnelles ont été absentes du conflit parce que les travailleurs n'ont pas eu confiance en elles vu leur long passé de trahison.

Pour faire en sorte que le mouvement gagne vraiment, il faudrait que parmi les travailleurs impliqués dans ces conflits, émane une direction de la lutte. Il faudrait que les éléments les plus conscients, ceux qui ont constitué le fer de lance des mouvements, ne restent pas éparpillés et se posent la question de comment construire un rapport de force pour gagner. Car finalement le camp patronal n'est fort que tant que nous les travailleurs ne sommes pas organisés.

QUI EST RESPONSABLE DU MILLIARD DE VICTIMES DE LA FAIM DANS LE MONDE ?

Selon la FAO, l'organisation de l'ONU pour l'alimentation, la barre du milliard de personnes victimes de la faim est franchie cette année. Ce chiffre est en augmentation de 11% par rapport à l'année dernière. Selon la même source, ils étaient 815 millions en 2002, 854 millions en 2006 et 925 millions en 2007.

Dans un communiqué, cet organisme rappelle qu'« en 2000 tous les chefs d'Etat s'étaient engagés à diviser de moitié ce chiffre honteux d'ici 2015 ». Ce n'étaient que des effets d'annonces car les moyens de financement ne sont pas débloqués.

Cette aggravation de la faim dans le monde n'est pas le résultat de mauvaises récoltes au niveau mondial. Tous les organismes, que ce soit la FAO, la PAM (aide alimentaire) ou le FIDA (Fonds International pour le développement agricole) sont unanimes pour reconnaître que au contraire la production céréalière avait battu des records au cours de l'année 2008. Par contre leurs prix de vente ont augmenté de plus de 24% depuis 2006. Lorsqu'il y a un an et demi, les prix des denrées alimentaires de base avaient connu une flambée uniquement à cause des activités spéculatives des gros capitalistes, il n'est pas difficile de savoir à qui profite la hausse régulière des prix à la vente et qui sont les responsables de cette situation.

Récemment en France les producteurs de lait s'étaient lancés dans des actions énergiques pour attirer l'attention sur le fait que ce produit acheté auprès d'eux à 20 centimes d'Euro le litre coûtait près d'un Euro sur les rayons des supermarchés. Dans quelles poches va la différence ? Ce qui est valable pour le lait l'est aussi pour les autres

denrées. A ces causes il faut en ajouter quelques autres notamment les licenciements dans l'industrie, dans les mines, dans la fonction publique etc. Quand on sait qu'en Afrique, même en temps « normal » le chômage est tellement élevé que plus d'une dizaine de personnes survivent grâce au salaire d'une seule parmi elles, on imagine l'ampleur des dégâts causés par les pertes d'emplois procédés cette année par les capitalistes pour sauvegarder leurs profits. Un autre facteur qui a aggravé la situation de famine est le recul des transferts d'argent en provenance des membres des familles partis gagner leur vie à l'étranger.

Il paraît que lors du sommet du G8 (les pays les plus industrialisés du monde) qui se tiendra au mois de Juillet en Italie, la sécurité alimentaire fera partie des sujets à évoquer. Ils vont évoquer cela comme ils le font à chacune de ces occasions et puis ça continuera comme avant. Les dirigeants des grandes puissances sont avant tout des personnes au service des capitalistes de leurs pays respectifs. C'est dans les conseils d'administration des grandes sociétés capitalistes que les véritables décisions sont prises. Les dirigeants politiques peuvent faire des discours et des gesticulations la main sur le cœur sans que cela n'engage en quoi que ce soit les possesseurs de richesses.

La famine n'est pas une fatalité. Elle découle de l'organisation capitaliste qui gère les affaires de la planète. Pour que tous les êtres humains puissent manger à leur faim, il est indispensable d'instaurer un autre système, qui soit uniquement basé sur la satisfaction des besoins de tous et non plus sur les profits de quelques uns.

INONDATIONS A ABIDJAN : LES FAUSSES SOLUTIONS DU GOUVERNEMENT !

La saison pluvieuse cette année a déjà fait des morts et des dégâts. Officiellement le gouvernement parle de 23 morts. Mais en réalité le nombre de morts et de disparus est supérieur. Un plan de sauvetage, baptisé "plan orsec", vient d'être adopté par le gouvernement. Mais au lieu de venir au secours des sinistrés l'Etat veut simplement les chasser de leur quartier sans rien leur proposer de mieux.

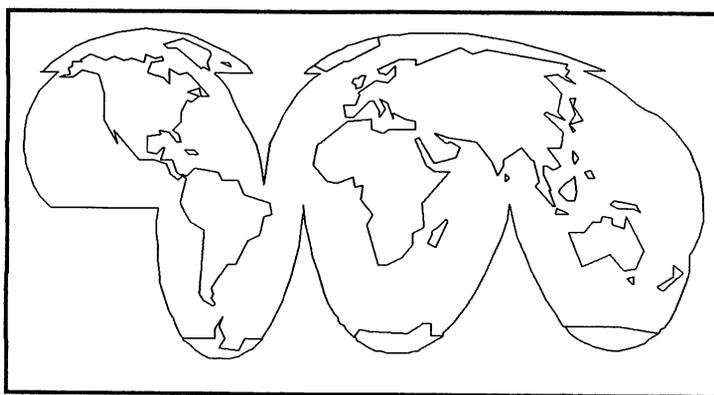
En agissant de la sorte ce gouvernement étale tout son mépris à l'égard des populations pauvres. Il n'a aucun programme de construction d'habitats sociaux pour elles. Il accuse les habitants des quartiers précaires d'habiter volontairement les zones à risques comme si les revenus de ces populations leur permettaient d'habiter les villas de Cocody.

Le gouvernement attend que le pire se produise chaque année pour faire semblant d'agir. L'année passée

à la même période, aux deux Plateaux Aghien et Gobelet, la pluie avait endeuillé plusieurs familles. Le gouvernement avait promis de loger les populations qui habitent les sites à risques. Mais après, rien de concret n'a été fait. Cette année encore il vient de décréter un plan bidon dit « orsec ».

Sachant que les mêmes causes produisent chaque année les mêmes effets, il pouvait prendre des mesures avant que des dégâts matériels et surtout des pertes en vie humaine ne se produisent. Un plan de logement pour les populations pauvres aurait, par exemple, pu être mis en place. Mais il ne fait rien pour elles. Tout ce que ces populations, qui sont à chaque année sinistrées, attendent de lui ce n'est pas les plans orsec ou les miettes pour les consoler mais la construction des habitats sociaux pour permettre à ceux qui ont de faibles revenus de se loger décentement.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

EXAMENS DE FIN D'ANNEE INCERTAINS : C'EST LE GOUVERNEMENT QUI EST RESPONSABLE

Cette année le doute continue de planer sur la tenue des examens de fin d'année dans l'enseignement primaire et secondaire.

C'est un communiqué signé du ministre Gilbert Bleu Lainé lui-même qui avait fixé les épreuves pratiques et orales du baccalauréat de technicien du 23 juin au 03 juillet 2009. Les épreuves orales du baccalauréat général du 30 juin au 03 juillet 2009, et les épreuves écrites du 07 au 10 juillet. En ce qui concerne le CEPE et l'entrée en sixième, les épreuves écrites sont prévues pour le 14 juillet. Concernant le Bepc, les épreuves orales se dérouleront du 15 au 18 juillet et les épreuves écrites du 21 au 22 juillet 2009.

Ces dates, même décalées d'une semaine ne sont pas encore sûrs. Le ministre se garde de dire les raisons de ces reports à répétition, mais ce n'est un secret pour personne que c'est le mécontentement des enseignants qui en est la cause. Les enseignants en ont maré de la sourde oreille des autorités de tutelles devant leurs justes revendications. Pour se faire entendre ils n'ont d'autres choix que de faire grève. Cela a des conséquences néfastes sur l'année scolaire des élèves mais c'est le gouvernement qui en porte toute la responsabilité.

Le secrétaire général du Syndicat national des formateurs de l'enseignement technique et professionnel de Côte d'Ivoire déclarait qu' «à quelques jours du démarrage des examens à grand tirage de l'année scolaire 2008-2009, les syndicats attendent toujours d'être reçus par le Chef de l'Etat afin que ce décret soit signé pour terminer cette année en beauté». Son mouvement avait

communiqué sa résolution disant que « si rien n'est fait d'ici au 15 juin, les enseignants s'abstiennent de participer aux examens. »

Chez les enseignants du primaire c'est le même son de cloche. *"Nous invitons le gouvernement à donner satisfaction aux principales revendications du SNEPPCI (Syndicat national de l'enseignement primaire public de Côte d'Ivoire) avant l'organisation des examens et concours de fin d'année", a déclaré son Secrétaire général. "Dans le cas contraire, avertit-t-il, les membres de ce syndicat se verront dans l'obligation de s'abstenir de prendre part aux dits examens et de retenir les notes du CP1 au CM1".*

Les enseignants du secondaire général ne disent pas autre chose. Selon un porte-parole des syndicalistes à Divo, leurs revendications sont les mêmes. A savoir: le reversement des deux mois de salaire de 2008, le paiement des arriérés de salaire des professeurs à la retraite rappelés, le profil de carrière, etc. Il a révélé qu'ils empêcheront l'organisation des examens à Divo, tant que leurs revendications ne seront pas satisfaites.

En laissant pourrir la situation de ces enseignants, le gouvernement cherche à les opposer aux parents d'élèves et aux élèves qui sont fatigués de passer des années blanches. Ce sont des efforts supplémentaires, des dépenses en plus que les familles modestes auront du mal à supporter. Mais le véritable responsable de cette situation c'est le gouvernement qui refuse de satisfaire les revendications des enseignants qui ne demandent que leurs droits de vivre décemment.

L E U R S O C I E T E

LES ELEVES DES CENTRES PROFESSIONNELS VICTIMES DE L'INCURIE DE L'ETAT

Du 08 au 13 mai dernier, le ministre de l'Enseignement technique en compagnie des « bailleurs de fonds », a visité les différents centres de formation professionnelle du pays.

Ces messieurs ont pu constater que dans la majorité des centres, ce n'étaient que matériels vétustes, des instruments de travail parfois vieux de 50 ans voire plus. Et lorsqu'il s'agit de nouvelles machines, elles sont en panne faute de maintenance appropriée. Les élèves font la pratique pour la mécanique auto par exemple sur des moteurs d'ancienne génération.

Dans ces conditions, la formation dispensée n'a plus rien à voir

avec le monde du travail actuel, les techniques ayant évoluées.

Les centres professionnels sont censés être des « canaux d'insertion ». Mais ils sont à l'image de l'école ivoirienne en général. Le gouvernement se désengage de plus en plus de l'enseignement professionnel, technique ou général. Il n'existe même pas de salles d'expérimentation dignes de nom. Comme le disait l'ancien Premier ministre Konan Banny face aux enseignants en grève : « l'école est le dernier de mes soucis ». C'est manifestement aussi la pensée de ce gouvernement !

SOLIDARITE AVEC LE MOUVEMENT DE GREVE DES MEDECINS, AGENTS ET TECHNICIENS DE LA SANTE

Le personnel de la santé est en grève depuis le 15 juin. La seule entrevue qu'ils ont eu avec le Premier ministre, entouré du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique et celui de l'Economie et des Finances, le 16 juin n'avait rien donné de sorte que le mot d'ordre de grève avait été maintenu. Depuis lors le gouvernement ne donne plus aucun signe.

Les grévistes demandent entre autres, l'intégration à la fonction publique des aides-soignants ainsi que des filles et garçons de salle. Ils posent le problème des salaires du personnel de santé, celui de leur statut particulier et la question de la bi-appartenance du personnel hospitalier enseignant.

L'année dernière, le personnel de la santé avait fait une grève, pour réclamer l'application du décret portant revalorisation des salaires. N'ayant jusque-là pas obtenu de suite favorable, malgré toutes les promesses du gouvernement, les cadres supérieurs de santé (solidaires du mouvement) conformément à ce qui est dit dans les textes de loi, sont cette fois accompagnés de nombreux syndicats du personnel. Ce sont ces derniers qui ont co-signé, il y a quinze jours, le préavis de la grève actuel. L'audience avec le Premier ministre est l'unique rencontre du gouvernement avec les syndicats, depuis le dépôt du préavis de grève.

L E U R S O C I E T E

Bien que les revendications des agents du corps médical soient légitimes, le gouvernement et la presse à son service ne manquent pas de les discréditer. Une campagne de presse macabre les voue au pilori pour désolidariser d'eux la population. De la mauvaise foi du gouvernement, qui n'applique pas le moment venu les décrets et les décisions qu'il a lui-même pris, aucun cas n'est fait.

Du peu de cas que le gouvernement fait du mouvement des médecins et agents de la santé,

montre le peu d'intérêt qu'il porte pour ceux qui viennent se soigner dans les hôpitaux publics, c'est-à-dire les populations pauvres. Il a beau jeu de compter le nombre de morts pendant la durée du mouvement, mais le véritable assassin, c'est bien le gouvernement. Parce que grève ou pas les hôpitaux sont des mouroirs pour les pauvres. Le vrai problème c'est que l'Etat s'est désengagé des services de santé. Il n'économise pas seulement sur le salaire du personnel, il fait payer le moindre service à la population.

GREVE DANS LES HOPITAUX : LES ELEMENTS DU COJEP SE MÊLENT.

Dans la ville de Divo, les jeunes se réclamant de la COJEP, (le Congrès Panafricain des Jeunes patriotes) de Blé Goudé, ont proféré des menaces verbales, puis ils se sont attaqués physiquement à des médecins grévistes. Selon le journal « l'INTER » du 24 juin 2009 ils auraient roué de coups le secrétaire de la section syndicale.

C'est depuis le 15 juin que le collectif des syndicats de la santé publique a déclenché une grève pour emmener le gouvernement à respecter ses engagements concernant le changement de leur statut. Cette grève est largement suivie dans les hôpitaux. D'après le journal, ils ont tendu un traquenard en passant un appel téléphonique et c'est quand le secrétaire est sorti de la salle pour répondre à l'appel qu'il a été pris à partie par ces éléments déchainés. Les commanditaires de cet acte disent en avoir assez des « grèves à n'en point finir » dans les hôpitaux.

Ces actes anti-grévistes ne sont pas les premiers. Les enseignants du

supérieur ont une fois aussi été molestés par la Fesci. Lors de la grève des enseignants du secondaire dans le mois de février et mars dernier, la Fesci avait encore menacé de s'en prendre aux professeurs.

Demain ce sera le tour de tous ceux qui voudront revendiquer un quelconque droit.

Au delà de cette attaque contre les médecins, contre les enseignants, ces jeunes au chômage constituent une menace pour les travailleurs. Avec cette misère grandissante, due aux augmentations à répétitions des prix des denrées sans que l'indice salarial ne suive, des coups de colère seront inévitables. Et en cas de lutte, de tels groupes peuvent être utilisés contre les travailleurs par le pouvoir.

C'est pourquoi lors de certains mouvements, au lieu de fraterniser en cherchant leur appui auprès de ceux-là, comme c'est souvent le cas, les travailleurs doivent se méfier et ne compter que sur leur propre force et le soutien d'autres travailleurs.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LA LUTTE DES DOCKERS DU PORT AUTONOME

Cela fait près de six mois qu'une vague de grèves a secoué le port d'Abidjan. Un mouvement d'une ampleur sans précédent. Les dockers réclament, entre autres, la révision à la hausse de leur taux horaires, la réduction du temps de travail, le départ de la SEMPA leur employeur, ainsi que le paiement de primes en rapport avec leur fonction. Ils réclament aussi des améliorations de leurs conditions de travail. Même si pour le moment ils n'ont rien obtenu de significatif et que le travail a repris, la colère demeure.

La perfidie du patronat et des autorités au grand jour

Les grèves répétées dans le port avaient obligé le gouvernement et le patronat à négocier avec les représentants des travailleurs. Il est sorti un protocole d'accord signé le 10 mai dernier. Ce protocole avait été signé en présence de représentants du gouvernement, de représentants de la SEMPA (l'employeur) et du CNDD syndicat des travailleurs. En gros il portait sur une prime de transport de 100 F/ jour pour les dockers permanents et 200 F/jour non travaillé pour les non permanents. Il y avait aussi certaines primes de production très dérisoires par tonnage bref il y avait tout sauf ce que les travailleurs réclamaient en réalité. Par ce protocole tant vanté à la télévision comme « la solution à tous les problèmes du port », les employeurs et le gouvernement voulaient faire croire qu'un terrain d'entente était trouvé. C'est sans doute la raison pour laquelle ils avaient pris le soin de le faire à l'insu des travailleurs. C'est

d'ailleurs à la télévision que la plupart des travailleurs ont appris l'existence d'un tel accord.

Malgré tout cela, les dockers tout mobilisés qu'ils étaient, ont en un premier temps repris le travail avec en tête de remettre sur le tapis leurs vraies revendications lorsque l'occasion se présentera.

Sauf qu'à la fin de la quinzaine, rien de tout ce qui avait été dit dans le protocole d'accord n'a été respecté. Sur les bulletins de paie il n'y avait ni la prime de transport, ni les primes de production ni rien. Cela a provoqué la colère des travailleurs qui ont spontanément arrêté le travail.

Le gouvernement choisit la répression

Le gouvernement, plutôt que de résoudre le problème a choisi la voie de la répression. D'abord, il a commencé par menacer les travailleurs grévistes. Un communiqué de la télévision a même traité leur grève d'illégale et a sommé tous les grévistes de reprendre le travail sous peine d'être considérés comme démissionnaires. Le lendemain, des véhicules blindés étaient postés à tous les carrefours du port. L'accès était fermé aux dockers et les « forces de l'ordre » procédaient à des contrôles un peu partout dans la zone portuaire.

D'autre part, les patrons du port, pour couper l'herbe sous les pieds des dockers en lutte, ont procédé à un recrutement de 3.000 nouveaux travailleurs en majorité des jeunes. Ils étaient escortés par un impressionnant

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

dispositif policier jusque dans le port pour remplacer immédiatement les postes vacants.

Par ailleurs, une campagne de presse a été lancée contre les grévistes les accusant de vouloir tuer l'économie ivoirienne. Dans certains journaux on pouvait voir qu'une éventuelle augmentation du prix du riz ou du poisson serait à mettre sur le compte des dockers en grève.

Mais, toute cette adversité n'a pas pu entamer la mobilisation des travailleurs qui est restée très forte.

La guerre de positionnement entre la SEMPA et la direction du port n'est pas la guerre des travailleurs.

Les bruits courent que le directeur du port voudrait profiter du pourrissement de la situation pour créer sa propre entreprise de main d'œuvre.

La gestion de la main d'œuvre docker représente une manne financière très considérable que convoite non seulement Gossio, mais aussi d'autres bourgeois comme lui. Ils sont parfois associés entre eux et parfois en opposition les uns par rapport aux autres. C'est pourquoi il s'est avéré que certains cherchaient l'appui des grévistes en leur faisant croire qu'ils seraient meilleurs que leurs concurrents.

La violence monte d'un cran.

Jusqu'à la mi-juin, la situation sur les docks était au statut quo. Les 3000 dockers remplacés par des briseurs de grève n'avaient toujours pas réussi à prendre leur place, plusieurs parmi eux ont été arrêtés par

la police. Il était quasiment impossible de se rassembler tellement le dispositif policier déployé au port était important. Toutes les tentatives pour se réunir avaient jusque là été violemment réprimées.

C'est par ce genre de mesure que le patronat espérait éliminer toute possibilité de réaction des travailleurs et noyer par conséquent leur grève.

Mais les travailleurs ne l'entendaient pas de la même oreille. Ce 15 juin, il était question de marquer le refus de tout cela car ils en avaient marre. C'est ainsi que ce jour là une manifestation fut programmée. Comme il fallait s'y attendre, la police était là, et procédait à des contrôles, n'hésitait pas à disperser, à coups de matraques et de lacrymogènes, tout attroupement. Mais les travailleurs étaient toujours présents. Il s'en est suivi alors une course poursuite en pleine ville d'une part entre des « forces de l'ordre » qui voulaient empêcher à tout prix le rassemblement des travailleurs, et d'autre part les travailleurs qui malgré tout tenaient à se faire entendre. Deux bus ont été détruits et le centre de Treichville où les manifestations se sont tenues est resté sans activité.

C'est seulement à la suite de ce mouvement que Gbagbo les a appelés pour les entendre. Pour calmer les choses, il a ordonné la libération des travailleurs arrêtés, et la reprise de leurs postes par les travailleurs qui ont été remplacés. Et a promis de régler le problème lui-même.

Malgré la reprise du travail, les dockers restent tout de même sur leurs gardes et toujours mobilisés car la lutte continue.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

OCEANE INDUSTRIES : SEULE LA LUTTE PEUT IMPOSER DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE

Les travailleurs embauchés dans cette entreprise, face au refus de leur patron de changer leur catégorie professionnelle conformément à ce qui est dit dans les textes de loi, ont porté l'affaire devant la justice. Mais celle-ci les a débouté de leur requête. C'est très déçu que les travailleurs ont accueilli cette décision de justice. Ils pensaient obtenir par cette voie, après plusieurs années sans, des augmentations de salaire.

Ce qu'on a coutume d'appeler « la Justice » a montré clairement qu'elle est du côté des possédants. L'Etat et les différentes institutions qui le composent sont là pour défendre les intérêts de la classe dominante. La soi-disant « neutralité » dont ils se parent de temps à autre n'est que de la poudre aux yeux. Même les quelques rares lois qui sont censées protéger les travailleurs contre certains abus ne sont pas respectées.

Les travailleurs n'ont que leur nombre et leur force collective pour se faire entendre et se faire respecter. C'est grâce à leur travail que la société fonctionne. Ce sont eux qui produisent les richesses mais ce sont les exploités et les parasites qui s'enrichissent sur leur dos. Et lorsqu'ils s'organisent pour lutter l'Etat se fait le complice des patrons pour les réprimer.

Cette domination de la classe des possédants sur l'ensemble de la société n'est pas éternelle. Un jour la classe des exploités abattra cette classe dominante et balayera tout son système injuste et inhumain pour ériger un autre mode de fonctionnement qui ne sera plus basé sur la recherche du profit individuel mais sur la satisfaction des besoins de l'ensemble de la collectivité humaine.

QUICK NET SERVICES : LA CRISE, UN PRETEXTE DE PLUS POUR ENCORE AGGRAVER LA SITUATION DES TRAVAILLEURS

Quick Net Service est une entreprise d'entretien et d'hygiène. Dans une usine par exemple, elle se charge du nettoyage des machines, des sanitaires, du sol de l'usine, de l'entretien des jardins, du balayage des allées, etc. Cette entreprise fait de la sous-traitance dans plusieurs usines, notamment à Cemoi où elle emploie une trentaine de travailleurs.

Sur la trentaine de travailleurs, seulement une dizaine sont embauchés. Ces travailleurs qui se chargent du nettoyage des sanitaires

et autres sont exposés à plusieurs maladies, cependant ils ne bénéficient d'aucune visite médicale régulière encore moins d'assurance maladie.

La fourniture des équipements de travail et de sécurité tels que les chaussures de sécurité, les gants, les caches - nez, dépend des humeurs de la direction ou de l'exigence des clients.

Aujourd'hui, la direction de cette entreprise prend pour prétexte la crise mondiale actuelle pour imposer aux

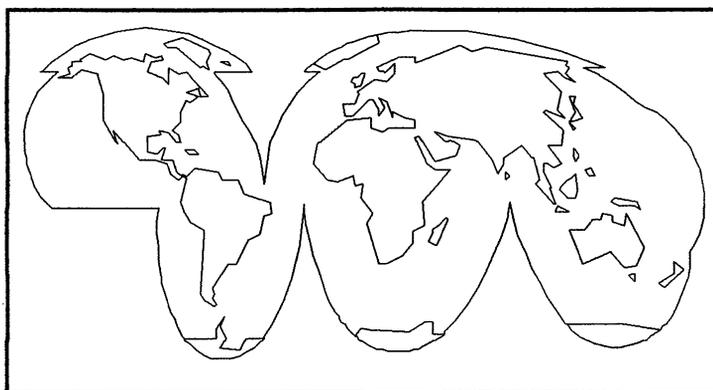
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

travailleurs la diminution brutale de leurs salaires rendant leurs conditions de vie encore plus difficiles. D'abord elle fait rétrograder tous les travailleurs de la catégorie 1B où ils étaient auparavant à la catégorie 1A, ce qui constitue une diminution salariale de 400F par jour pour un salaire de 2144 F journalier. Ensuite il réduit le temps de travail d'une heure c'est-à-dire que désormais les ouvriers devront travailler 7 heures au lieu des huit heures réglementaires tout en abattant la même quantité de travail.

Devant l'opposition des travailleurs à ces mesures inacceptables qui les plonge encore plus dans la misère, la direction a rendu obligatoire la signature de ces nouveaux contrats sous peine de renvoi.

Ils ont mis leur menace à exécution et renvoyé quatre travailleurs qui refusaient de signer. En procédant de la sorte ils ont peut-être gagné une bataille mais certainement pas la guerre car la colère demeure et tôt ou tard elle explosera.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.